

*****REPUBLIQUE DU BURUNDI*****

***PARTI, ALLIANCE BURUNDO-AFRICAINNE POUR LE SALUT, « ABASA »*.
*UMUGAMBWE W'ABASA BASANGIRASHAKA B'UBURUNDI N'AFRIKA***

MEMORANDUM DU PARTI ABASA

A

**Leurs Excellences les Chefs d'Etat de la Région réunis au Sommet
de Dar - Es-Salaam sur le Burundi le 05 juin 2004**

1. Le Parti ABASA tient à saluer encore une fois avec admiration les efforts inlassables que leurs Excellences les Chefs d'Etat de la Région ne cessent de déployer pour ramener la paix au Burundi. Les mêmes remerciements sont adressées à la Médiation dans le conflit burundais, à l'ONU, à l'U.A ainsi qu'à l'Union Européenne pour leurs contributions précieuses qu'ils ne cessent d'apporter à notre Nation longtemps endeuillée.
2. L'Accord d'Arusha qui a été laborieusement construit sous les auspices des Eminents Chefs d'Etat et de la Communauté Internationale avait suscité beaucoup d'espoir auprès du peuple burundais. Malheureusement, ceux qui ont été chargés en première position à mettre en œuvre cet Accord n'ont fait que l'instrumentaliser au bénéfice de leurs formations politiques et à des fins personnelles.
3. Le Président de la République (Buyoya puis Ndayizeye) et le Vice-Président de la République (Ndayizeye puis Kadege) au lieu de se comporter en Chef d'Etat, se sont plutôt comportés en Chefs de factions, se sentant seulement concerné l'un pour les hutu et l'autre pour les tutsi. C'est grâce à cette malheureuse gestion des affaires qu'ils sont parvenus à imposer le monopole de leurs Partis Politiques respectifs (Uprona et Frodebu) dans tous les secteurs de l'Etat.
A titre d'illustration, l'Uprona a accaparé tous les postes revenant au G10. Ainsi, il dispose :

- a. Au Sénat : 22 sénateurs sur 25 revenant au G10
- b. A l'Assemblée Nationale : 13 députés sur 13 revenant au G10 après l'entrée du CNDD/FDD Nkurunziza, CNDD/FDD Ndayikengurukiye et le Palipehutu/FNL de Mugabarabona
- c. Administration territoriale : Tous les Gouverneurs de Province et les Administrateurs Communaux revenant au G10
- d. Diplomatie : 9/10 des postes diplomatiques revenant au G10
- e. Entreprises Publiques : Tous les postes revenant au G10

f. Administration publique : Tous les postes revenant au G10

Comme on le voit, l'Uprona battue aux élections en 1993 a récupéré le pouvoir par le truchement de l'Accord d'Arusha qui pourtant avait banni l'exclusion.

4. Cette gestion cavalière et égoïste au Sommet de l'Etat a accordé la priorité à la gestion quotidienne des domaines de l'Etat à rentabilité personnelle au détriment des secteurs d'intérêt général tel que l'Accord d'Arusha. En voici les preuves :

L'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi avait assigné aux Institutions de transition neuf missions principales suivantes :

- a. Garantir l'adoption d'une constitution post-transition qui soit conforme aux principes constitutionnels : **Rien n'est encore fait alors qu'on approche la fin de la période de transition.**
- b. Réconcilier et unir les burundais et jeter les bases d'un Burundi démocratique et uni grâce, entre autre, à la promotion d'un vaste programme d'éducation dans les domaines de la paix, de la démocratie et de la tolérance ethnique.
Dans ce domaine aussi, on est encore très loin de l'objectif
- c. Assurer le Rapatriement, la Réinstallation et la Réinsertion des burundais vivant hors du territoire national ainsi que la Réhabilitation des sinistrés. **Le constat est qu'ici aussi les résultats sont maigres.**
- d. Appliquer les mesures et arrangements relatifs au rétablissement de la paix, à la cessation des hostilités et à la création d'une armée professionnelle loyale au Burundi. **Ici, on peut se féliciter que des progrès aient été accomplis dans la première mission mais que la seconde mission n'a pas encore démarré.**
- e. Veiller à l'adoption des mesures convenues pour faire face aux conséquences des actes commis dans le passé et éviter toute répétition du génocide, de l'exclusion et de l'impunité. **Dans ce domaine également, on est loin du compte.**
- f. Mettre en œuvre les mesures et entreprendre les réformes liées au système judiciaire, à l'administration et aux corps de défense et de sécurité conformément à l'Accord. **Le constant est que ces réformes se font attendre. Il a fallu que le CNDD/FDD de Pierre Nkurunziza claque la porte pour que le Gouvernement se décide enfin à entreprendre timidement.**
- g. Adopter une loi électorale, créer une Commission électorale indépendante et assurer la tenue, au cours de la période de transition, d'élections au niveau local et national, comme prévu plus loin, au paragraphe 1 de l'article 20. Ici le constant est amer. **Rien n'a encore été entrepris alors que les élections au niveau local auraient dû avoir lieu en mai 2003 !**
- h. Adopter des lois sur les partis politiques, les pouvoirs locaux, la presse et d'autres questions comme prévu dans le présent protocole pour répondre au besoins des Institutions de transition. **En dehors de la loi coercitive sur les partis politiques**

aucun autre pas n'a été franchi. Le pouvoir s'est empressé à promulguer une Constitution dite de Transition qui lui a permis de passer outre les dispositions de l'Accord d'Arusha.

- i. Appliquer l'Accord conformément au calendrier d'application figurant dans l'annexe V de l'Accord. Le constat est que le gouvernement a préféré ignorer ce calendrier malgré les rappels incessants de la CSA.

CONCLUSIONS : Comme on le voit dans les lignes qui précèdent et qui montrent combien le bilan est globalement négatif, le gouvernement de transition a délibérément ignoré le contenu de l'Accord pour s'occuper d'autres choses. Il s'agit d'un manquement coupable dont les autorités ne sauraient se prévaloir pour solliciter une rallonge de leur mandat. Bien au contraire, cette situation milite en faveur de leur disqualification.

Le recours à des élections est la seule formule qui vaille. Si leur organisation se révélait exiger un délai supplémentaire, le Gouvernement de Transition actuel n'a plus de crédit pour prétendre à leur préparation et leur organisation.

Par ailleurs, cette position est du reste partagée par de nombreux Partis Politiques et Mouvements Politiques armés au Burundi.

En effet au cours d'une réunion des Partis Politiques et Mouvements Politiques armés présidées par le chef de l'Etat S.E. NDAYIZEYE Domitien, vingt cinq Partis Politiques et Mouvements Politiques armés sur trente, se sont prononcés pour le respect strict des échéances électorales prévues par l'Accord d'Arusha.

Ils se sont même demandés comment le projet de calendrier présenté à Prétoria puisse être attribué au Gouvernement de transition alors que les Partis Politiques et Mouvements Politiques armés qui le composent ne sont pas favorables à cette proposition.

Fait à Bujumbura, le 02 juin 2004

Pour le Parti ABASA

Jean-Baptiste MUKURI

Vice-Président et Représentant Légal Suppléant